

2 décembre 1996, Portugal

Allocution à l'occasion d'une visite au Portugal

Je veux tout d'abord féliciter le président actuel, M. Flavio Cotti, qui a si bien servi cette organisation pendant l'année la plus difficile de son histoire. Et je souhaite la bienvenue au nouveau secrétaire général, M. Giancarlo Aragona, ainsi qu'à M. Petersen et à son équipe, qui prendront la relève l'année prochaine. Lorsque nous nous sommes réunis à Budapest, il y a deux ans, les perspectives d'intégration en Europe et dans la région de l'Atlantique paraissaient encore éloignées. Aujourd'hui, cette intégration est imminente.

Nous avons là une occasion unique de renverser les vieilles barrières et d'éliminer les tensions et les divisions qui ont nui à notre stabilité et à notre développement pendant plus de cinquante ans. Au cours de la présente décennie, nous avons réorienté notre façon d'envisager la sécurité en Europe. Nous avons effectué des changements fondamentaux. L'OTAN est devenue une tribune de coopération. Elle dirige actuellement une opération de maintien de la paix en Bosnie. Des militaires d'Amérique du Nord, d'Europe occidentale et d'Europe orientale travaillent côte à côte ainsi qu'avec des soldats de toutes les autres régions du monde. Qui aurait imaginé cela en 1990?

Cette transformation n'a nulle part été plus grande qu'au sein de l'OSCE. Nous en avons fait une organisation d'action. Une organisation qui encadre le processus électoral dans la plus difficile des situations. Une organisation engagée dans un des travaux de prévention des crises parmi les plus efficaces jamais effectués. Le dynamisme et la flexibilité sont, je crois, les plus grandes qualités de l'OSCE. Nous devons nous assurer que rien ne viendra limiter son potentiel. Nous ne devons jamais oublier que la force réelle de l'OSCE réside dans son respect pour la primauté du droit, la démocratie et les droits de la personne. Nous devons veiller à ce que chacun d'entre nous applique ces principes. À cet égard, je félicite le président sortant pour les avoir rappelés dans son communiqué de presse du 30 novembre au sujet du Belarus.

Le Canada a participé activement à ce processus, et va continuer de le faire. Notre engagement en Europe est un élément essentiel de la sécurité du Canada. Cependant, la définition même de la sécurité a changé. Aujourd'hui, nous ne pensons plus en termes de murs, de haies barbelées, de files de chars d'assaut, ni de missiles. Souvent, les menaces à la sécurité d'un pays se trouvent à l'intérieur plutôt qu'à l'extérieur de ses frontières. Les souffrances humaines fréquemment causées par des conflits civils et ethniques sont notre plus grand ennemi et constituent le plus important défi pour les valeurs dont nous nous réclamons tous.

Aujourd'hui, on voit non pas des armées de soldats, mais des armées de personnes déplacées et de réfugiés, de gens affamés, de malades et d'apatrides. Est-ce que notre façon d'envisager la sécurité et les principes qui la sous-tendent reflète cette réalité? À mon sens, la sécurité n'est plus principalement fonction des événements qui se produisent de Vancouver à Vladivostok. Nous vivons dans un monde où l'interdépendance et l'intégration sont de plus en plus grandes et où la mondialisation fait qu'aucun pays, fût-il aussi bien situé que le Canada, ne peut rester indifférent aux événements qui se produisent bien au-delà de ses frontières.

La situation dans la région des grands lacs africains est un cas d'espèce. Pendant des années, la communauté internationale a observé la situation évoluer de crise prévisible en crise prévisible, avec d'énormes pertes de vie et une très grande souffrance humaine. De meilleurs mécanismes de prévention des conflits et, de la part de la communauté internationale, une plus ferme volonté d'intervenir dans une région où peu d'intérêts nationaux sont en cause, auraient bien pu éviter ces désastres.

Il y a tout juste deux semaines, le Canada a pris l'initiative de mettre sur pied une coalition ad hoc de pays désireux de venir en aide aux réfugiés coincés entre deux feux. Cela a largement précipité la série d'événements qui ont conduit une véritable marée humaine vers le Rwanda. La crise n'est pas terminée. Nous sommes toujours déterminés à travailler avec nos partenaires, dont beaucoup sont représentés autour de cette table, afin de faire en sorte que les organismes d'aide humanitaire aient les outils voulus pour finir la besogne qu'ils ont entreprise.

Je soulève la question du Zaïre en sachant parfaitement que l'OSCE n'est pas habilitée à opérer hors de ses limites géographiques. Cependant, nous devons pouvoir tirer des leçons de la façon dont des crises de nature semblable ont été résolues dans le rayon d'action de l'OSCE, afin de les appliquer au reste du monde. L'ancienne Yougoslavie au cours de la période initiale où les Casques bleus opéraient en vertu d'un mandat découlant du chapitre VI de la Charte des Nations unies pour porter secours à la population civile, en fournit un exemple.

Nous devrions également tirer des enseignements de nos expériences à l'extérieur du cadre géographique de l'OSCE, comme en Somalie et dans le nord de l'Iraq, où des coalitions autorisées par les Nations unies ont déployé des forces militaires pour appuyer des missions humanitaires. Nous devrions nous consacrer à trouver de meilleurs moyens d'assurer que nous n'aurons pas à nous en remettre à des solutions ad hoc à l'avenir. Il faut trouver de meilleurs moyens d'assurer que les ressources militaires de la communauté internationale sont mobilisées pour soulager les souffrances des populations civiles dans les zones de conflit et d'instabilité.

Les gouvernements et les militaires abordent les crises de caractère humanitaire d'une manière différente. Les ONG et les organismes d'aide humanitaire aussi. Ces différences paraissent considérables, mais je ne suis pas certain qu'elles soient réelles. Nous devons harmoniser notre façon de faire face aux crises et ce, parce que nous sommes partenaires. Nos buts sont complémentaires, notre objectif final est d'accroître la sécurité.

Nous devons reconnaître qu'à l'avenir nous compterons encore souvent sur nos militaires pour apporter leur aide à l'occasion de ces crises. Je propose que l'OSCE collabore avec les autres institutions vouées à la sécurité pour s'attaquer à ce problème en priorité. Nous devons établir les mécanismes qui nous aideront à l'avenir à réagir de façon plus rapide et mieux organisée aux crises semblables à celle du Zaïre.